

Merck überzeugt im zweiten Anlauf

Frankfurt. Der Pharma- und Chemiekonzern Merck hat im zweiten Anlauf die Zustimmung der Aktionäre für seine Vorstandsvergütungsregeln erhalten. Die Anteilseigner billigten auf der Hauptversammlung am Freitag in Frankfurt überarbeitete Regeln, wie der Dax-Konzern mitteilte. Sie machen die Zusammensetzung der Managergehälter transparenter und umfassen eine Klausel, mit der sich gewährte Gelder bei schwerem Fehlverhalten zurückzuholen lassen. Im System gibt es ferner Obergrenzen: Konzernchef Stefan Oschmann darf insgesamt maximal 9,8 Millionen Euro pro Jahr verdienen, bei den übrigen Vorständen sind es 8 Millionen Euro. Merck hatte auf der Hauptversammlung 2017 die nötige Mehrheit der Aktionäre für die Vorstandsvergütung verfehlt. Investoren hatten moniert, das System sei schwer nachvollziehbar und gebe zu viel Raum für einmalige Zahlungen. Daher wurden die Regeln zum 1. Januar 2018 geändert und erneut vorgelegt. *dpa*

Airbus kämpft mit Triebwerks-Engpässen

Toulouse. Die Probleme bei der Triebwerkszulieferung des wichtigen Mittelstreckenfliegers A320neo haben Airbus zum Jahresauftakt belastet. Umsatz und Gewinn des europäischen Luftfahrt- und Rüstungskonzerns gingen im ersten Quartal deutlich zurück. Das Ergebnis sank im Vergleich zu den ersten drei Monaten des Vorjahres unter dem Strich um fast ein Drittel auf 283 Millionen Euro, wie das Unternehmen am Freitag mitteilte. Der Umsatz fiel um zwölf Prozent auf 10,1 Milliarden Euro. Die Auslieferungen von A320neo-Flugzeugen stocken infolge technischer Probleme und Verzögerungen bei den Triebwerkszulieferern. Im vergangenen Jahr konnte der Flugzeugbauer viele Flieger erst im Dezember an seine Kunden übergeben. Es sei eine herausfordernde Situation für alle, erklärte Konzernchef Tom Enders. *dpa*

E.ON legt Angebot für Innogy-Aktien vor

Essen. Bei der Zerschlagung der RWE-Tochter Innogy sind jetzt deren Aktionäre am Zug. Der Energiekonzern E.ON hat am Freitag sein Übernahmeangebot für ihre Aktien veröffentlicht. E.ON will den Aktionären, die rund 23 Prozent des Innogy-Kapitals halten, 38,40 je Aktie zahlen. Die Annahmefrist endet am 6. Juli. Hintergrund des Angebots ist der Plan von E.ON und RWE, ihre Geschäfte komplett neu zu ordnen. Dazu will E.ON im ersten Schritt Innogy übernehmen. Anschließend soll es einen umfangreichen Tausch von Geschäftsaktivitäten und Vermögenswerten zwischen E.ON und RWE geben. Am Ende will E.ON sich ganz auf die Energienetze und das Endkundengeschäft konzentrieren. RWE würde zu einem reinen Stromproduzenten aus konventionellen und erneuerbaren Energien. *dpa*

Une escapade américaine

La France joue le rôle de puissance médiatrice dans plusieurs dossiers économiques et politiques



Le président français Emmanuel Macron était invité par le président des Etats-Unis Donald Trump pour une visite d'Etat.

(PHOTO: AFP)

La visite d'Etat du Président français, Emmanuel Macron, aux Etats-Unis était fortement attendue par les marchés financiers. L'espoir était de calmer les ardeurs du Président américain dans une éventuelle guerre commerciale mondiale.

Monsieur Macron a su rester ferme face aux tentatives de l'administration américaine d'imposer des droits de douane sur l'aluminium et l'acier. Il a brandi la menace de mesures réciproques tout en laissant en permanence une porte ouverte aux compromis.

Donald Trump, quant à lui, se trouve très isolé sur le plan international en raison de ses différentes joutes verbales à l'encontre de certains chefs d'Etat et de gouvernements. Le Président français dispose dès lors d'une voie royale pour jouer pleinement un rôle de médiateur. Cependant il ne faut pas qu'il perde des yeux la situation économique difficile de son pays et les multiples tentatives de réformes qui passent difficilement auprès de l'opinion publique française.

C'est dans ce contexte qu'il essaie de sauvegarder à tout prix l'accord nucléaire iranien entre autre pour s'assurer des débouchés économiques des grands groupes de l'hexagone. Reste à savoir si Emmanuel Macron arrivera habilement à maintenir le bouillonnant Président américain.

L'Organisation Mondiale du Commerce a été saisie

L'Union européenne, tout comme la Chine, ont d'ores et déjà saisi l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) afin de régler le dossier des droits de douanes sur l'acier et l'aluminium importés par les Etats-Unis. Le Président américain a autorisé la suspension jusqu'au 1^{er} mai des taxes américaines de 25 % sur les importations

d'acier et de 10 % sur celles d'aluminium de plusieurs de leurs partenaires importants, dont l'Union européenne, laquelle réclame toutefois une exemption permanente. Ces mesures seraient disproportionnées et non réglementaires par rapport aux standards édictés par l'OMC dont le pays est pourtant membre. Elles engendreraient des difficultés pour certains pays, dont le Luxembourg, qui exportent certains types d'aciers niches de l'autre côté de l'Atlantique. Néanmoins, l'impact global serait très faible pour l'ensemble des économies de l'Union Européenne. La crainte réside plutôt quant à une éventuelle escalade de mesures protectionnistes de part et d'autre qui provoqueraient, une véritable catastrophe économique pour chaque participant.

L'objectif de Bruxelles est d'arrêter net cet imbroglio économique en interdisant dès à présent les mesures préconisées par Monsieur Trump. De son côté Emmanuel Macron défend la position européenne ainsi que les intérêts de son pays.

La France n'est pas le pays le mieux placé pour être médiateur

La situation économique en France est loin d'être optimale pour pouvoir jouer le rôle du médiateur au-dessus de la mêlée. Les derniers chiffres du chômage publiés par Eurostat (en utilisant la même méthode de calcul que le reste du continent) permettent de comparer aisément le pays avec ses principaux partenaires européens. Le constat est malheureusement accablant. Le pays affiche un taux de chômage supérieur à la moyenne de la zone euro et de l'Union Européenne dans sa globalité (9 %, contre 8,6 % et 7,3 % respectivement). Le 3 mai prochain, l'annonce des premières estimations du taux de chômage pour le mois de mars 2018, qui de-

L'objectif de Bruxelles est d'arrêter net cet imbroglio économique en interdisant dès à présent les mesures de Trump.

vraient se situer autour de 8,5 %, seront scrutées de très près par les acteurs financiers.

La dette publique diminue dans l'immense majorité des pays européens en passant en moyenne de 89 % du PIB (Produit Intérieur Brut) fin 2016 à 86,7 % en décembre 2017. En France, celle-ci s'est alourdie au cours de la même période en atteignant 97 % du produit intérieur brut. Grâce à la reprise économique mondiale, le pays a néanmoins réussi à réduire son déficit et passe même en-dessous de la barre fatidique des 3 %, seuil fixé par les critères de convergences de Maastricht.

La croissance du PIB affiche un maigre taux de 1,6 % en 2016 contre 2,4 % en moyenne en Europe. Emmanuel Macron n'est évidemment pas entièrement responsable de cette situation économique morose. Celle-ci relève plutôt de la conséquence d'une accumulation de mauvais choix économiques pris pendant les 20 dernières années.

Lors de sa campagne présidentielle en 2017, il avait prévenu de son souhait de réformer le pays de fond en comble. Il a même déclaré durant la visite d'Etat aux Etats-Unis qu'il était là pour rendre sa grandeur à la France - un clin d'œil au slogan de campagne de Donald Trump «Make America great aga-

in». Il s'est attaqué à plusieurs dossiers tabous tels que la réforme du statut des agents de la SNCF, la fiscalité du capital (avec l'introduction d'un taux unique forfaitaire de prélèvement sur les plus-values lors la cessation de certains actifs), la refonte du marché du travail (en privilégiant en permanence la concertation avec les partenaires sociaux). Tout ceci en ne lâchant pas d'un pouce son programme économique initial.

Ces mesures ne semblent pas être acceptées par une part de plus en plus importante de la population française qui le considère comme le Président des nantis et ultra libéral.

En novembre 2012, le célèbre hebdomadaire britannique «The Economist» avait consacré une édition spéciale de 14 pages au fait que, selon lui, la France était le plus gros problème de la zone euro (et non la Grèce). Cette Une avait été considérée par beaucoup de spécialistes économiques de l'époque comme exagérée. Depuis lors, certains considèrent que la rédaction n'avait pas totalement tort. La zone euro arrive à se remettre, lentement mais sûrement, des conséquences désastreuses de la crise financière et économique de 2007 et 2011. Les pays les plus durement touchés, tels que la Grèce ou même le Portugal, affichent ces dernières années de bien meilleures performances. La France, quant à elle, semble avoir du mal à accepter l'obligation de se réformer afin de ne pas perdre pied dans un monde global et multipolaire.

Le tout jeune Président français porte à présent de fortes responsabilités et attentes pour y remédier au plus vite afin que le pays reste dans la cours des grandes nations.

Mike Felten
Directeur
Fortuna Banque s.c.